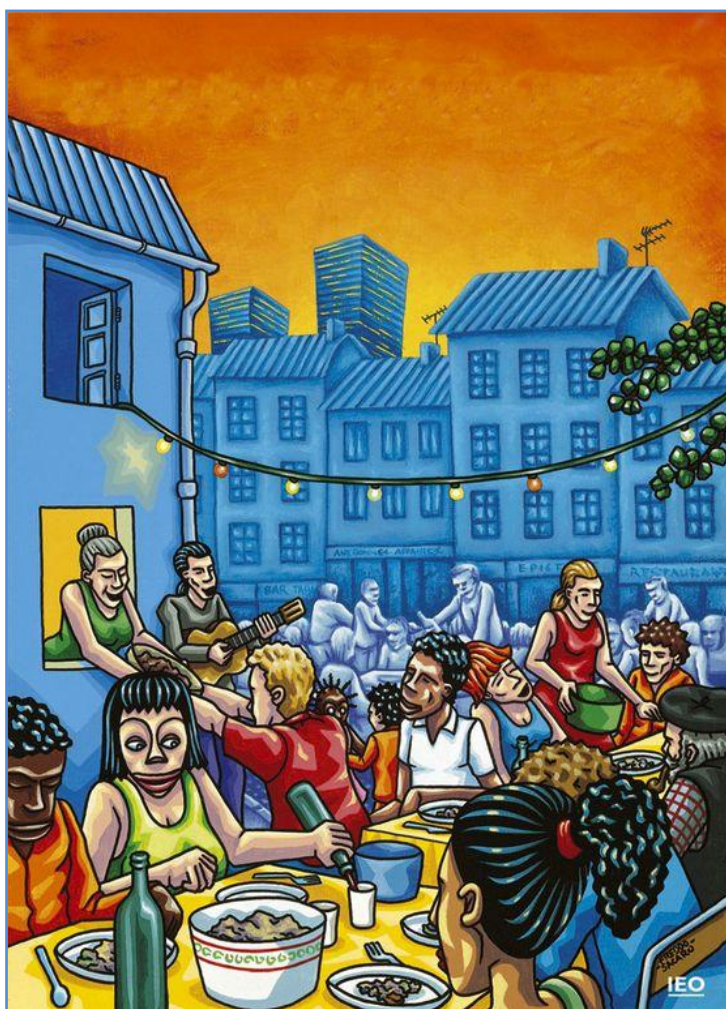


24 ÈME ANNIVERSAIRE DU LANCEMENT DES REPAS DE QUARTIER

Vendredi 5 juin 2015



Sommaire

Communiqué de presse

2

Contact

3

ANNEXE 1 : Historique des repas de quartier

ANNEXE 2 : Civique et politique

ANNEXE 3 : Photos et visuels

Repas-de-quartier, repas-de-rue. Ces expressions et les manifestations qu'elles nomment sont aujourd'hui tellement passées dans l'usage courant qu'on les dirait là de toute éternité. C'est notre réussite, et celle de tous ceux, militants civiques, citoyens engagés, associations de quartier, pionniers individuels, qui ont œuvré chez eux au développement de cette pratique. C'est leur résultat et non celui d'une quelconque institution nationale, régionale ou locale. Comme on chercherait en vain l'existence des repas-de-quartier avant les gestes fondateurs de 1991, venus de la base, on chercherait en vain des circulaires institutionnelles, nationales ou locales, ou des prescriptions de spécialistes, de sociologues, ou de travailleurs sociaux. La base, relayée par d'autres bases, dans un processus totalement horizontal.

Différents des repas d'amis, de collègues ou de communautés (par exemple villages) visant à réunir des gens qui se connaissent déjà, les repas-de-quartier ont pour but de faire exister éphémèrement des communautés choisies qu'il faut toujours reconstruire. Voisins qui ne se connaissent pas, gens de passage qui changent, habitants qui bougent, clans qui se forment et se déforment. Non pour un quelconque "retour" au village, à la tribu, comme l'écrivent certains. L'anonymat des grandes villes est un bienfait, quand il est sans cesse contrecarré par un mouvement inverse d'interconnaissance qui génère de la solidarité à la base, elle-même assurance du développement d'initiatives civiques, culturelles, sociales, économiques même, mais aussi assurance de co-intégration, de respect, de pluralité, de civilité, de sécurité, de citoyenneté active.

L'initiative d'Arnaud-Bernard a été comprise partout. Notre choix de proposer chaque année une date nationale des repas-de-quartier n'avait pas pour but d'alourdir le calendrier républicain (Fête de la Musique, Journée des Femmes, etc.) d'une spécialité de plus, mais de permettre à certains, par cette occasion, de mieux apprendre à faire pour pouvoir organiser d'autres repas de ce genre tout au long de l'année, quand ils le voudraient.

Objectif atteint : on ne compte plus les quartiers qui se bougent pour les repas dans toute la France, qui les multiplient maintenant à d'autres dates, comme on ne compte plus ceux qui ont totalement adapté le principe à leurs propres institutions et ambitions.

Claude Sicre

Contact

Nous avons de nombreux textes, photos et livres sur les Repas-de-Quartier (éditions Syllepse) que nous pouvons vous adresser sur demande.

Des pages **Facebook** et **Twitter** ont été mises en ligne pour permettre à chacun de contribuer à un échange d'expérience (décorations, gastronomie, ambiances...) et mettre en rapport les organisateurs un peu partout (questions d'organisation, rapport avec la municipalité et les habitants, autorisations diverses, contextes particuliers...), pour trouver de nouvelles idées et encourager l'initiative (il y a toujours de nouveaux organisateurs).

Facebook: <https://www.facebook.com/pages/Repas-de-Quartier/451392231673970?ref=hl>

Twitter: #repasdequartier

Vous trouverez **sur notre site** (onglet repas de quartier) d'autres informations sur les Repas-de-Quartier.

CONTACT PRESSE :
David Brunel
Téléphone : 05 61 12 11 16

carrefourculturel@arnaud-bernard.net

www.arnaud-bernard.net

Repas de Quartier



CARREFOUR CULTUREL

ARNAUD-BERNARD :

PRIORITÉ À TOUS !

www.arnaud-bernard.net - carrefourculturel@arnaud-bernard.net

Historique des Repas de Quartier

Née, en 1991, à partir d'une idée que Claude Sicre (écrivain, musicien folklorique de quartier, agitateur culturel, fondateur de la Grande Révolution des Quartiers du Monde et du groupe Fabulous Trobadors) développait dans un chapitre de roman, l'idée des Repas de Quartier, ou comment mieux rencontrer ses voisins en partageant les plaisirs de la table et tout ce qui en découle, s'est répandue dans toute la France. Qui s'en plaindra !

"L'un des buts, sans doute le plus mal compris, c'est que ce repas est un contre-pouvoir à la logique de l'anonymat..."

En 1991, Claude Sicre décide de passer de la fiction à la réalité, de lancer un repas de rue hebdomadaire sur une des places de notre quartier, la place des Tiercerettes. Face au déclin des liens traditionnels entre les gens, le "Repas-de-Quartier" apparaît comme un des meilleurs antidotes à la montée de l'indifférence, de l'exclusion.

L'objectif est simple: faire se rencontrer des gens de tous horizons sur le critère du voisinage avec comme seule ambition leur rassemblement, sans aucun préjugé sur la teneur des discussions, sans mot d'ordre.

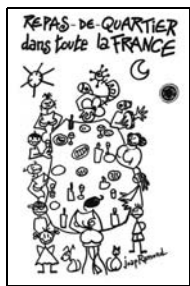


A table citoyens !

1991-1993: Repas-de-Quartier hebdomadaires à Arnaud-Bernard, Toulouse. Le concept: faire asseoir à la même table des voisins qui ne se connaissent pas ou peu, des gens de passage. Chacun apporte un plat à faire goûter aux autres. Occasion de maîtriser ensemble des problèmes générés par le repas lui-même: aller chercher les voisins, partage des tâches, prévoir tables, nappes, chaises, couverts, contrôle collectif du bruit après une certaine heure, nettoyage de la place ou de la rue après le repas, discussions avec riverains hostiles éventuels, affrontement éventuels avec les pouvoirs publics pour autorisations etc... Rencontres, convivialité, échanges: prélude à d'autres actions ensemble, lutte contre l'isolement, échange des générations, des origines sociales ou nationales, des horizons culturels, politiques.

Cette expérience s'est déroulée dans un contexte bien particulier, celui d'un quartier où, parallèlement, de très nombreuses autres activités sont organisées, théâtre de nombreuses aventures d'animation et d'action culturelle, réalisée par des citoyens bénévoles, et le comité de quartier y est bien implanté. En quelques semaines grâce à ces acquis, l'opération connaît un grand succès, qui déborde les frontières du quartier: des habitants de tous âges, de tous milieux sociaux, de toutes nationalités s'y retrouvent; des curieux s'y pressent; des articles paraissent et d'autres quartiers de Toulouse ou d'autres villes nous contactent. Ce succès s'amplifie avec les mois et les années, non sans poser de problèmes qui sont autant d'excellentes occasions de pédagogie civique.

Autour de la table dressée au milieu de la rue, toutes générations confondues, parents, enfants, étudiants, retraités, chômeurs, musiciens... mais aussi des élus. Conseillers municipaux, députés, le Ministre de la Ville, venus spécialement pour la circonstance, et tout naturellement, les deux big challengers pour les dernières élections à la Mairie de Toulouse: Philippe Douste Blasy et François Simon.



Au fait, dans votre quartier c'était comment?

Le Repas de Fête est celui d'une collectivité, d'une corporation, d'une communauté déterminée, obligée (familiale, communale, etc.), qui, dans une occasion particulière (ou à des dates commémoratives), rassemble ses membres. Le "Repas-de-Quartier" est celui d'une communauté choisie qui rassemble des personnes sans autres liens que le voisinage, dans l'unique ambition de leur rassemblement. Il crée et recrée perpétuellement une communauté éphémère, fragile mais toujours ouverte.



Petits problèmes rencontrés

Celui des "profiteurs contestataires" qui s'invitent systématiquement sans rien amener et n'ont que mépris pour les tâches "serviles" (aider à porter les tables, les couverts, ranger les chaises, balayer, etc.). Notre plus grande réussite a été de les voir changer brusquement d'attitude (après qu'un soir les responsables habituels n'aient rien porté pour montrer qu'il n'y avait rien pour s'asseoir, pour manger, ou pour poser les plats si quelqu'un ne s'en occupait pas).

Celui du bruit, puisque nous prenons nos repas sur une petite place publique bordée de maisons d'habitation: comment organiser la convivialité entre des gens qui en ont besoin, en lançant de grandes discussions ou des "boeufs musicaux", et tout arrêter très tôt pour respecter le sommeil des riverains? Perpétuelles négociations.

Celui de la gestion de la diversité: dans une association sportive ou culturelle, un syndicat, un parti politique, les gens se retrouvent par affinités (parfois par génération, par niveau social, etc.); dans un quartier, des gens de tous horizons se retrouvent sur le critère du voisinage et sur des objectifs communs limités; ils sont obligés de rencontrer des gens qu'ils ne rencontrent jamais ailleurs. On pourrait même affirmer que c'est à peu près, pour cette raison, le seul lieu d'apprentissage de l'esprit d'ouverture car il est ici total, face à toutes les différences-oppositions. C'est par là même un lieu formidable d'apprentissage d'esprit civique. Organiser une convivialité sur de telles bases de diversités est le plus profitable des exercices.

Conséquences positives

Nous pourrions longuement développer les conséquences positives qu'ont les "Repas de Quartier", en voici quelques-uns:

La musique: la régularité des rencontres ouvertes à tous a permis l'éclosion d'une authentique musique de rue qui n'a rien à voir avec la musique de concert portée dans la rue (financée à grands frais par les institutions), mais qui favorise la participation effective de tous. Par l'improvisation, l'écriture de textes sur des thèmes limités et des codes précis, etc. Le seul moyen de départ pour refaire une France musicienne.

La pratique des langues: quand les gens mangent ensemble, souvent ils parlent. Les repas délient les langues, au pluriel: la langue de tous, toutes les langues. Place des Tiercerettes, tous s'expriment: à côté du français, on y entend aussi l'occitan, l'arabe et le berbère, le portugais et l'anglais. Ce n'est pas un hasard si les acteurs des "Repas de Quartier" ont créé "Prima de las Lengas", Forum des Langues du Monde.



Les visuels de cette page sont téléchargeables sur www.arnaud-bernard.net

Historique RdQ 2007

Politique, Civique

Redire ce qu'on a dit cent fois, parce que les nouveaux venus au comité de quartier le demandent (certains) et d'autres ailleurs (qui seront obligés de lire notre bulletin, tant mieux). Parce que ça n'a pas toujours été bien dit, la preuve ça n'a pas été bien entendu. Et nous le ré-expliquer à nous-mêmes. Parce que, parfois, me semble qu'on est bizarre, à Arnaud Ben. Comment se fait-il que personne ne voit les choses comme nous ? Rappelez-vous les dernières élections municipales : que ce soit les journalistes ou les extrêmes ou les alternatifs (verts, Motivé-e-s, ...), que ce soit les journalistes ou les intellectuels locaux ou nationaux, célèbres ou obscurs, personne nulle part n'a semblé savoir ce qu'était le civique, comme nous l'entendons ici, alors que tout le monde parlait de cette fameuse « démocratie participative » dont nous trouvons le concept bien flou. Et le reste à l'avenant. Tout ce qui leur semblait clair me semblait confus, et vice-versa. Sommes-nous idiots ou pionniers, voilà la question.

Politique : politicienne, partisane, partidaire ?

Quand on dit « politique politicienne », il me semble qu'on veut parler, péjorativement, des mauvais côtés du métier politique : recherche des places, intérêt personnel ou de parti mis au dessus de l'intérêt général, et sordides tractations subséquentes. Ce qu'en occitan (ou francitan) on appelle « politcaille, politcaillerie ». Mais toute politique a, forcément, son côté « politicien ». Politique « partisane » exprime clairement que l'intérêt du parti est mis, là, au-dessus de l'intérêt général. « Partidaire » (ce terme nous a été appris par le Portugal, lors de la Révolution des oeillettes de 1974) dit la même chose.

Politique et cité

On entend souvent, lors de débats, des gens rappeler l'étymologie grecque de politique. Et de nous dire « la politique, c'est les affaires de la cité », opposant ça à la politique politicienne ou partisane. J'avoue que je n'ai jamais rien compris à cette opposition, et à l'intérêt de ce rappel rituel à l'étymologie. Ça fait savant ?

Par ailleurs, je pense que l'étymologie, là, couvre une erreur. Car la Cité, en grec, c'est une nation, un Etat, et non pas la ville d'aujourd'hui.

Il faudra demander des explications au prochain intervenant qui nous fera le coup de la *polis* (on n'attendra pas longtemps) et en profiter pour creuser la question.

Politique et comité de quartier

Que disons-nous quand nous disons que le comité de quartier est une instance civique, et ne fait pas de politique ?

1) Les gens qui composent le comité de quartier ne se réunissent pas en vertu d'une appartenance politique partisane commune, ou pour débattre des problèmes politiques de la ville (hormis ceux qui ont des conséquences dans leur quartier, j'y reviendrai), de la région, de l'Etat ou internationaux.

2) Quand nous disons « le comité de quartier ne fait pas de politique » d'abord c'est normatif, ça veut dire « on ne doit pas faire de politique au comité de quartier » et ensuite ça veut dire :

a) qu'on doit laisser au vestiaire les appartenances politiques, les débats partisans ;

b) qu'on doit se centrer, justement, sur les affaires propres au quartier, qui concernent tout le monde, pour chercher des solutions concrètes que n'importe quelle municipalité doit/peut mettre en œuvre quelle que soit sa couleur, qui ne demandent donc pas un changement politique pour être traitées, ou que nous pouvons mettre en œuvre nous-mêmes.

3) Ces problèmes « politiques » qui ont des conséquences dans le quartier, les membres du comité ne sont pas là pour les gérer ni administrativement ni financièrement, ils n'ont aucune légitimité pour ce faire, ils ne sont ni élus ni employés des élus, ils ne représentent qu'eux-mêmes, sur une base volontaire et bénévole (militante).

4) Les militants du comité de quartier se rassemblent sur la seule base de leur intérêt direct pour les affaires du quartier, parce qu'ils y vivent ou/et qu'ils y travaillent ou qu'ils le fréquentent régulièrement pour telle ou telle raison, ou qu'ils y ont des investissements (propriétaires d'immeubles, d'appartements, de commerces...).

5) Le comité de quartier est le seul lieu de confrontation systématique des idées concernant l'organisation de la vie publique (pour un espace limité) qui :

- ne réunit pas des gens ayant a priori des idéologies communes (ce qui se passe pour les partis, les mouvements, les associations, ...) ou des intérêts corporatifs communs (syndicats, union de co-propriétaires) ;

- les réunit en vue de résultats concrets (ce que ne fait pas la famille, ou le bistrot, où il peut y avoir ce genre de rencontres).

Du fait que les gens y viennent sur la seule base de leur voisinage :

- les horizons divers, les idéologies différentes y sont représentés (en principe, parfois moins en pratique) ;

- ils n'y sont pas représentés pour s'exprimer en tant que tels mais pour s'accorder dans l'action et la réalisation d'objectifs limités. Les problèmes qu'ils examinent/veulent résoudre sont souvent des problèmes soit oubliables par les partis, les élus (parce qu'ils sont jugés trop peu importants) soit tels que les élus ne peuvent ni les voir ni les comprendre ni les traiter parce qu'ils demandent, pour ce faire, une connaissance extrêmement fine du contexte ; parce qu'ils demandent à la fois l'abandon complet des clichés a priori, des réponses élaborées ailleurs voire la ré-invention de principes (éthiques, politiques) qui semblent bien établis (en outre, ces problèmes changent sans cesse, et il faut suivre ces changements) ; parce qu'enfin ils exigent que les gens s'accordent les uns aux autres. Ce qui n'est possible que pour des objectifs limités, concrets, et ce qui fait souvent voler en éclats les restes d'idéologie a priori non rangés au vestiaire.

Tout cela fait que le comité de quartier :

- est un lieu privilégié d'apprentissage de l'écoute et du débat. Donc d'un aspect important de la vie démocratique ;

- de la fréquentation à la fois intellectuelle et pratique d'idées venant parfois des horizons les plus opposés à ses horizons propres ;

- de la limitation de la spéculation intellectuelle/politique et de ses corollaires (utopismes, extrémismes, mysticismes, manipulations...).

Citoyenneté, civique

Chaque fois que nous parlons de « civique », on n'a même pas fini sa phrase que beaucoup de gens ont déjà entendu « citoyen, citoyenneté ». C'est la mode. Tout est citoyen. « Entreprise citoyenne » (qu'on m'explique ce que ça veut dire !), « économie citoyenne » (?), « politique citoyenne » (?), « culture citoyenne » (?), etc.

Ça fait des années que ça dure, et j'ai jamais compris ce que ça voulait dire. Ce que ça faisait, j'ai compris : cacher la misère d'une conception de la démocratie, cacher le civique, cacher le politique.

Deux débats très récents sur ce sujet : aux journées Castan, en décembre, avec Martine Boudet. La caricature. M'interrompant quand je parlais du civique, pour arguer de la citoyenneté. Encore plus récemment, au comité de quartier, avec Thierry Suaud, élu socialiste du canton, venu avec des camarades de sa section pour écouter le comité de quartier (mais lui s'est montré à l'écoute, justement, et après m'avoir laissé expliquer ce que j'explique ici, a reconnu avoir appris quelque chose qu'il n'avait jamais entendu dans le monde politique. Nul doute que cette notion de « civique » va, par lui, remonter aux instances nationales. On verra si c'est bien repris ou déformé. Ceci dit, je donne pas trois ans pour qu'un sociologue écrive un livre là-dessus).

La citoyenneté est de l'ordre du politique. On est citoyen français. « Citoyen toulousain », moins politique (mais il y a les élections municipales) et plus culturel. Et on ne dit pas « citoyen haut-garonnais » ou « citoyen midi-pyrénéen » malgré les élections et les lois. Par ailleurs, on dit « droits civiques » pour dire droits du citoyen. Ces droits civiques ne sont-ils pas des « droits politiques » ? Oui, mais vus dans l'exercice du citoyen. Mais quand on parle de « d'esprit civique », on dit le bon esprit du bon citoyen. Qui fait preuve de « civisme ». Ambiguïtés. Confusions aussi. Entre « citoyen » comme personne ayant les droits politiques de son pays et « citoyen » comme personne ayant la « nationalité » du pays où il vit. Autre débat, peut-être.

Il me semble bien, qu'en français et en France (nous irons voir ailleurs une autre fois) et si l'on met à l'écart le débat citoyenneté/nationalité, il y a peu de clarté dans la différence citoyenneté/civique.

Nous aimerions en apporter, en s'appuyant sur notre expérience du comité de quartier :

Il me semble que la citoyenneté est toujours, directement, de l'ordre du politique. On met la citoyenneté en avant, parfois, pour l'opposer à la politique (partisane, politicienne) et pour revenir plus en amont à la responsabilité d'un sujet, le citoyen, antérieure aux partis, aux groupements. Appel à la responsabilité individuelle.

Le civique, par contre, s'il est aussi de l'ordre du politique, l'est indirectement, par un intermédiaire. Quel est cet intermédiaire que le citoyen/sujet, en rapport direct (armé de ses droits) avec la gestion et les gestionnaires de la vie publique, n'a pas ?

À mon sens, c'est une communauté, qui est cet intermédiaire.

C'est par l'intermédiaire d'une communauté que l'habitant en tant que tel se trouve confronté au politique. C'est en portant son souci d'abord sur une vie ensemble qu'il fait du civique.

On pourrait parler de « convivialité » comme souci premier des membres d'un comité de quartier, comme souci premier de l'exercice civique. Le terme est trop connoté de fêtes, bistrot, repas et autres pour, me semble-t-il, être utile (il s'agit trop d'un jugement de qualité - de vie - et pas assez d'une vision de la nature des faits). Le terme occitan *convivençia* (vivre ensemble) l'est moins, mais parce que moins utilisé, peut-être.

En fait c'est le terme de « concitoyenneté » qui me semble le plus à même de contribuer à la définition du civique. C'est l'attention directe des citoyens à leur concitoyenneté qui définit le civique. Se constituant ainsi en contre-pouvoir à l'exercice du pouvoir politique (partisan et/ou gestionnaire) et donc, d'un certain côté, en contre-pouvoir à leur exercice de citoyens.

La concitoyenneté comme contre-pouvoir à la citoyenneté, voilà ce que mon raisonnement m'amène à écrire. Et, je répète, l'expérience d'Arnaud-Bernard (voir plus haut ce que j'ai dit sur les problèmes concrets faisait voler en éclats les idéologies a priori, quand il faut trouver une solution immédiate). Le civique est aussi, dans mon esprit, le lieu de l'exercice de la concitoyenneté active, qui s'oppose à l'état, passif, de citoyens co-habitant la même cité, la même nation, le même quartier. Et que la politique met plus souvent en branle comme citoyens que comme concitoyens.

Civique et démocratie participative

On voit par là ce qui pêche dans l'expression « démocratie participative ». Elle n'existe que par son opposition formelle à « démocratie représentative » et à l'idée floue qu'elle promeut, la participation. Mais voter c'est déjà participer. Et ne pas voter ou voter blanc aussi. En fait cette « participation » invoquée reste nébuleuse -sympathique- tant qu'elle ne définit pas le mode et les règles de participation. À part plus de manifs (mais il y en a toujours eu) je ne vois de neuf que les conseils consultatifs de quartier, lancés par la gauche au pouvoir (appuyée par les Verts et l'extrême-gauche) qui me semblent (on a déjà commencé à l'analyser dans ce bulletin) une régression. Ce n'est pas un hasard si, lors des élections municipales, cette idée a été défendue par la liste Simon (avec toutes sortes de considérations sur le lointain Porto Alegre, tarte à la crème de tous les vendeurs de vent) sans un seul mot (quel mépris) pour les combats concrets, enracinés depuis longtemps, des comités de quartier toulousains. Mais c'est vrai que leur proximité, leur sérieux, ce qu'ils demandent de travail et de persévérance ne fait pas « bander » les romantiques (supporter les vieilles dames qui se battent contre les crottes de chiens et les tags, c'est « trop ») (la révolution supprimera ces petits problèmes par magie). Et aujourd'hui l'équipe municipale a trouvé avec ses Conseils le moyen - croit-elle - d'enterrer les comités.

Le civique est à mon sens le seul concept qui peut définir le contenu de cette fameuse « démocratie participative ». Dont on n'a plus à parler, si on sait, expliquer le civique par la concitoyenneté et l'idée de concitoyenneté comme contre-pouvoir à la citoyenneté. Notion beaucoup plus explicite, et qui définit la nature et les règles du combat.

Même chose pour « démocratie de proximité » (la république était un progrès, qui a éloigné les pouvoirs). Cela ne veut rien dire (ou tout, ce qui

revient au même) si on ne dit pas précisément où, comment, par qui, contre qui, contre quoi, elle s'exerce. Nous parlons de civique, et de démocratie tout court.

Pause et lumières nouvelles

Je ne vais pas plus loin pour le moment car un éclairage me tombe dessus. Un article de Benveniste (fameux linguiste du XX^e siècle, que j'ai découvert grâce à H. Meschonnic) qu'on dirait écrit pour nous. Comme si Benveniste nous avait patiemment écouté pendant 20 ans et venait nous dire: « je vais vous expliquer en quoi vous avez raison et les limites de vos raisonnements ». Mais en fait cet article est bien antérieur à l'existence même de notre comité : il a été publié en 1974 dans Problèmes de linguistique générale (éd. Gallimard, Paris) qui rassemble des articles publiés entre 1965 et 1972. Cet article qui ruine « la vue traditionnelle de la langue miroir de la société », vise à montrer, c'est sa conclusion, que « toute l'histoire lexicale et conceptuelle de la pensée politique est encore à découvrir ». Notre pensée politique est marquée par notre langage, son archéologie est aussi affaire de comprendre les étymologies et le fonctionnement des notions. On croit dire ce qu'on veut, clairement, et on dit ce que nous fait dire notre langue/culture : on croit penser, et c'est une tradition de clichés qui pense pour nous.

Civis et politis

La notion de cité. *Civitas* en latin. *Civitas*, l'abstrait en *-tas* de *civis*. Simple. « Mais que signifie *civis* ? Y a-t-il lieu de contester le sens de « citoyen » donné toujours et partout à *civis* ? Oui il le faut ! » dit Benveniste. Et il nous montre que c'est une erreur. Un cliché multiséculaire. L'analyse des textes latins montre que *civis* veut toujours dire « concitoyen ». Que puisque *civis* est le terme premier, d'où on tire *civitas*, la notion de citoyen ne veut rien dire sans référence à la cité, et que concitoyen, au sens de celui-qui-demeure-dans-le-même-endroit-que-moi est premier. On est le *civis* d'un autre *civis* avant d'être *civis* d'une certaine ville. D'où *civitas* cité, est l'ensemble des concitoyens. Non des citoyens.

En grec, la formation est contraire. C'est de *polis* la ville « Etat, corps abstrait, source de l'autorité, indépendant des hommes ». Le *politis* est membre de la *polis*, qui y participe de droit.

Résumé : « Dans le modèle latin, le terme primaire est celui qui qualifie l'homme en une certaine relation mutuelle, *civis*. Il a engendré le dérivé abstrait *civitas*, nom de collectivité. Dans le modèle grec, le terme primaire est celui de l'entité abstraite *polis*. Il a engendré le dérivé *polités*, désignant le participant humain. Ces deux notions, *civitas* et *polis*, si voisines, pareilles et pour ainsi dire interchangeables dans la représentation qu'en donne l'humanisme traditionnel, se construisent en réalité à l'inverse l'une de l'autre. Cette conclusion, fruit d'une analyse interne, devrait être le point de départ d'une nouvelle étude comparée des institutions mêmes » (p. 279).

On voit à quel point cet article vient aider nos intuitions et nos pratiques empiriques. Ce que nous sentions confusément de par notre expérience, la nécessaire distinction entre civique et politique, que personne (hommes politiques, intellectuels, professeurs de Sciences-Po, prof à l'ENA) ne fait autour de nous, est justifiée par cette analyse. Et il semble bien - soyons modestes ! - que nous nous inscrivions de fait, en pionniers dans cette « nouvelle étude comparée des institutions » que Benveniste appelait de ses vœux. Saurons-nous approfondir ? Nous attendons les contributions de tous. Et les critiques qui pourraient nous montrer que nous nous égarons seront les bienvenues.

Claude Sicre

Président du Carrefour culturel Arnaud-Bernard

Texte publié dans le bulletin n° 64 (mars 2003)
du Comité de quartier Arnaud-Bernard.

p.s.1 : article fait au fil de la plume. Je pourrais peut-être le synthétiser, le dire mieux. Mais quel journal, quelle revue le prendrait ? *La Dépêche* n'est pas mûre pour ces réflexions, ni les revues toulousaines. Hélas. Le Bulletin du comité de quartier ne doit pas avoir peur d'être lu à l'ENA.

p.s.2 : des étudiants de Sciences-Po Toulouse m'ont contacté pour une intervention à ce sujet à leur école.

Annexe 3 : photos et visuels



Repas au quartier des Châlets, Toulouse 1999



Repas place Arnaud Bernard, Toulouse 2000 (photo : Philippe Albarel)



Repas rue Gramat, Toulouse 1997



Repas place Arnaud Bernard, Toulouse 2011

REPAS-DE-QUARTIER

le guide



REPAS DE QUARTIER DANS TOUTE LA FRANCE

